Tunis, Tunisie, 23 octobre (Infosplusgabon) - Le président de la Commission finances de l'Assemblée des représentants du peuple (Parlement) et député du Front populaire (opposition), Mongi Rahoui, a déclaré, lundi, que "le projet de la loi de finances 2018 en Tunisie est le budget d'importantes hausses qui vont être un lourd fardeau pour le citoyen tunisien".

S'exprimant au cours d'un entretien avec une Radio locale, M. Rahoui a prévenu que "ce budget sera un des facteurs de l'explosion sociale" dans le pays.

Pour lui, le budget 2018 a pris une orientation qui consiste à augmenter les prix des denrées de première nécessité, appelant les autorités à revoir plusieurs questions, notamment celles liées à la subvention des produits de première nécessité.

Sur la situation économique en Tunisie, le député Rahoui a appelé à la nécessité d'une gestion politique afin de réaliser des équilibres financiers, indiquant que le taux du déficit du budget 2017 a atteint 6,1% et l'endettement à environ 70%.

Il est illogique aujourd'hui de s'endetter pour payer des prêts qui ont atteint 4,154 milliards de dollars. Il a qualifié ces prêts de "crimes contre le citoyen tunisien et les générations futures".

A ce propos, l'option par la Tunisie de contracter davantage de prêts auprès des institutions financières internationales a suscité des interrogations insistantes sur la réalité de la situation économique en Tunisie et si l'économie du pays est en mesure de respecter les engagements à l'égard des partenaires.

L'actuel Premier ministre, Youssef Chahed avait indiqué lors de sa prise de fonction que le taux de l'endettement extérieur a augmenté, de janvier 2011 à 2016 pour atteindre 62%.

Le taux de l'endettement extérieur de la Tunisie en 2010, avant la tempête du "printemps arabe", était de 13,4 milliards de dollars avant d'augmenter pour atteindre rapidement 21,3 milliards de dollars en 2014.

La Tunisie a été obligée d'utiliser une partie de ces prêts pour payer les salaires des fonctionnaires qui ont connu une importante hausse sous la gouvernance de la Troïka (2012-2013) sous la direction du Mouvement islamiste Ennehdha qui a recruté des milliers d'agents dont l'administration n'avait besoin sur la base de la fidélité et non de la compétence.

FIN/INFOSPLUSGABON/MLK/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon